

Entre 200 et 400 personnes à la manif pour tous à Clermont-Ferrand



Sous la bannière de les opposants au projet de loi ont scandé leur mécontentement? - photo Francis Campagnoni

Ils étaient entre deux cents et quatre cents, hier devant la préfecture du Puy-de-Dôme, à Clermont, mobilisés une énième fois, pour réclamer le retrait du projet de loi sur le mariage et l'adoption pour tous .

Le divorce semble définitivement consommé ! Avec la loi tout d'abord, et le projet qui vise à rendre légitime le mariage et l'adoption pour tous. Avec le gouvernement, de surcroît, taxé de vouloir contracter une adhésion forcée. Autant d'incompatibilités d'humeurs qui ont conduit, hier à Clermont-Ferrand, comme à Paris et dans un grand nombre de villes de France, Les opposants au projet de loi à se rassembler pour manifester un désaccord que rien ne semble désormais pouvoir concilier. Si ce n'est le retrait pur et simple du texte, porté le jour même devant l'Assemblée nationale pour une deuxième lecture.

Et les mots ne sont pas assez durs dans la bouche des manifestants, réunis à l'appel du mouvement Manif pour tous 63, pour exprimer leur colère et leur indignation. Tant sur le fond, que sur la forme : « Ce projet de loi est injuste pour les générations futures, elle va créer des

inégalités insupportables entre les enfants ! Et le législateur ne peut statuer de la sorte sans un réel débat ». D'aucuns invoquent même un référendum : « C'est faire preuve d'un souverain mépris à l'égard des Français au profit d'une minorité ».

Raccourci sans doute un peu rapide, et sans doute hasardeux pour parler au nom du pays tout entier, quand bien même les plaignants s'estimeraient-ils représenter à 55 % la population (selon un récent sondage BVA Le Parisien, NDLR.)

Quoi qu'il en soit les centaines de manifestants rassemblés devant la préfecture voulaient faire entendre leur voix tout en se défendant d'un quelconque amalgame : « Il ne s'agit en aucun cas d'un parti pris homophobe », argumente Didier Berge, coordinateur du mouvement. « La question n'est pas celle du droit au mariage homosexuel qui ne prive pas autrui d'autres droits. Le droit à l'homoparenté en revanche, empiète sur celui des enfants pour qui l'altérité est indispensable à leur construction. On ne peut pas faire un tout de l'ensemble et imposer ainsi une solution ».

Pour Jean-Felix, qui s'est joint à la manifestation, un drapeau bleu au vent, c'est l'utilisation du terme « mariage » qui achoppe. « Le mot a un sens, qui ne peut être galvaudé. Que l'on dénomme ce projet autrement ». Pour Daniëlle et Annie, très motivées aussi, ce sont les questions de filiations et le coup de force qui les ont amenés ici.

« On ne peut pas régulariser de force une situation finalement marginale et ignorer les problèmes de fond, cela ne va pas dans le sens de la sagesse entre communautés ».

Et si aux cris scandés quelques « Homos, hétéros, égalité des droits » ont bien tenté de répondre en échos, hier, aux marches du palais de la République, ce n'étaient pas eux qui tenaient le haut du pavé.

Patrick Ehme